



MAIRIE DE DRAGUIGNAN

D É C I S I O N M U N I C I P A L E N ° 2 0 2 2 - 3 9 4

OBJET : CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR UN LOGEMENT DE FONCTION, CONSENTIE À MADAME NICOLE SIMON DANS LE GROUPE SCOLAIRE PIERRE BROSSOLETTE À DRAGUIGNAN

Richard STRAMBIO, Maire de la commune de Draguignan, Président de Dracénie Provence Verdon agglomération (DPVa), conseiller régional de la région sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2122-22-5° ;

Vu la délibération n° 2020-031 du 11 juin 2020, par laquelle le Conseil Municipal a délégué, sans aucune réserve à son Maire et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que par décision municipale n° 2022-334 du 14 juin 2022, Monsieur le Maire a été autorisé à signer la convention de mise à disposition d'un logement de fonction situé au rez-de-chaussée de l'immeuble dans le groupe scolaire Pierre Brossolette sis 328 avenue du 4 Septembre à Draguignan, consentie à Madame Nicole SIMON retraitée de la fonction publique territoriale, à effet au 1^{er} juillet 2022 pour se terminer le 31 juillet 2022 ;

Considérant que par courrier daté du 18 juillet 2022, Madame Nicole SIMON sollicite à titre exceptionnel le renouvellement pour le mois d'août de ce logement, et ce dans l'attente de la prise de possession d'un appartement dans le secteur privé courant août ;

Considérant que les travaux qui devaient être entrepris dans ce logement ne pourront débiter qu'en septembre 2022 et qu'un autre logement situé lui aussi dans le groupe scolaire Brossolette a été attribué à titre temporaire au concierge et ce pour nécessité absolue de service ;

D É C I D E

Article 1^{er} : la signature d'une convention d'occupation à titre précaire entre Madame Nicole SIMON et la commune de Draguignan, à compter du 1^{er} août 2022 jusqu'au 31 août 2022, pour le logement communal ci-dessus décrit, selon les conditions définies dans ladite convention.

Article 2 : L'indemnité mensuelle d'occupation s'élève à la somme de quatre cents euros (400 €), payable au plus tard le 5 du mois auprès de Madame la Trésorière Principale Municipale.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : La présente décision sera inscrite au Registre des Décisions Municipales.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente décision et rappelle conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de justice administrative, qu'elle peut être contestée devant le Tribunal Administratif de TOULON, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

DRAGUIGNAN, LE 20 JUL. 2022

Richard STRAMBIO,



**MAIRE DE DRAGUIGNAN,
Président de DPVa,
Conseiller régional**